

Emmanuel Raison k.

**Présentation orale Diakonia - ODHACO**  
**Débat au CDH sur le rapport UPR de la Colombie**  
**20 mars 2009**

**Merci Monsieur le Président**

Cette déclaration est présentée au nom du Service Social de l'Eglise Protestante d'Allemagne et ODHACO.

Les questions et recommandations présentées lors de l'Examen Périodique Universel de la Colombie sont claires et reflètent la gravité de la situation. Nous espérons que le Conseil se dotera de mécanismes nouveaux et efficaces pour le suivi de ces recommandations, au-delà d'une présentation volontaire par les états examinés, et sans attendre un nouvel examen dans 4 ans. Pour la Colombie, ce délai pourrait signifier des milliers de morts supplémentaires et plus d'un million de nouveaux déplacés internes, si les tendances actuelles se maintiennent. Ce conflit armé a atteint des niveaux de dégradation inquiétants du fait de l'action de tous les acteurs armés, le dernier épisode étant le massacre par les FARC de 18 indigènes Awa dans le département de Nariño, au mois de février.

**Monsieur le Président,**

L'attitude de coopération du gouvernement colombien a été soulignée dans cette enceinte, cependant nous voulons manifester notre inquiétude au sujet de situations récentes qui contredisent l'esprit et le contenu des engagements par lui assumés.

- La quantité d'exécutions extrajudiciaires commises par l'armée se maintient et dans certaines régions augmente, comme l'observe le dernier rapport annuel du bureau du Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme. Nous saluons la destitution de militaires pour ces crimes, mais il est inquiétant de voir que le gouvernement colombien, sur la scène nationale et face à l'opinion publique, continue à sous-estimer la dimension et la gravité de la situation et à considérer la dénonciation de ces crimes comme une stratégie de la guérilla.
- Les nouvelles écoutes téléphoniques par les services de renseignement colombiens contre des magistrats de la Cour Suprême, s'ajoutent à de faits semblables à l'encontre de membres de l'opposition, journalistes et défenseurs des droits humains.
- La récente extradition du chef paramilitaire Alias H.H. vers les Etats-Unis pour trafic de drogue, interrompt des révélations très importantes sur les alliés de ces groupes et, après l'extradition des 17 autres commandants paramilitaires, constitue un sérieux obstacle au travail de la justice.
- Les récentes déclarations stigmatisantes du Président de la République contre des journalistes, des intellectuels engagés pour la paix et des défenseurs des droits des syndicalistes, ont été suivies de graves menaces de mort.

**Finalement Monsieur le Président,**

Nous demandons à ce Conseil de promouvoir de manière plus active une solution politique et négociée en Colombie, étant donné que le conflit armé est sans aucun doute la source principale des violations systématiques et généralisées des droits humains et du Droit International Humanitaire.

**Merci Monsieur le Président.**